

Service de l'Actualité des Marchés

Récents développements sur les marchés des produits bois africains

Volume 1, Numéro 4, novembre 2015



Le Service de l'actualité des marchés (MNS) est le produit d'un projet de l'OIBT (PD 700/13(I) Rev1 Phase1) financé par le Gouvernement japonais.

Le MNS constitue seulement l'un des produits de ce projet qui a pour objectif général d'éliminer les contraintes limitant l'expansion de la fabrication et du commerce de produits bois chez les producteurs africains.

Afrique du Sud

La période de fermeture de fin d'année dans la construction retentit sur les importations

Bien qu'il s'agisse de la période la plus affairée de l'année dans l'industrie de la construction, le flux des importations s'est pour ainsi dire arrêté pour cette année. En effet, traditionnellement, le secteur sud-africain de la construction ferme le 16 décembre pour ne reprendre le travail que la seconde semaine de janvier. Les importateurs placent leurs commandes d'expéditions vers la fin de septembre de manière à ne pas détenir trop de stocks durant cette période creuse de l'année. Les exportateurs reprendront les expéditions en décembre pour les arrivées de janvier. Dans les scieries et les usines, il est d'usage de profiter de cette période de fermeture pour procéder aux travaux annuels d'entretien.

Les problèmes de la production touchent le marché du pin

Le marché du pin est resté raisonnablement ferme suite à une demande normale de fin d'année, période où l'on s'efforce de boucler les contrats avant la fin des travaux de construction afin d'éviter les pénalités. Le risque d'être pénalisé pour cause d'achèvement tardif a été exacerbé par la pénurie de stocks dans les scieries suite aux grèves, aux coupures d'électricité (qui affectent particulièrement la production des séchoirs) et quelques pannes. Les exploitants de scieries vont surveiller le marché de près lorsque l'activité reprendra l'année prochaine pour voir si cette tendance perdure. En raison des retards d'achèvement dans la construction, nombreuses sont les scieries dont les carnets de commandes sont remplis et qui, en conséquence, n'honorent pas leurs dates de livraison.

Les bois de feuillus tropicaux confrontés à une concurrence grandissante

Il semble que la part de marché du meranti se contracte sous l'effet des produits de remplacement, mais aussi du taux de change. En effet, le rand sud-africain a chuté à 14,40 R, son plus bas jamais atteint et les négociants essaient de répercuter leurs pertes dues à cette dépréciation de la devise, mais les acheteurs résistent de tout leur poids.

Les volumes de meranti importés ont reculé et les stockistes réduisent le nombre de calibres qu'ils ont en magasin pour rationaliser leurs stocks. Les prix FOB du meranti ont chuté d'environ 30 \$EU le m³ dû à la faiblesse du ringgit, ce qui n'empêche pas les substituts comme l'aluminium de grignoter leur part de marché.

Le marché du wawa connaît des turbulences alors que les producteurs, notamment au Ghana, prennent du retard dans les livraisons suite aux problèmes d'électricité. La lenteur des livraisons est également touchée par les durées prolongées de transport et de transit en douane. Les alternatives au wawa en provenance d'Amérique du Sud gagnent du terrain, car les durées de transport sont plus courtes. Il en est de même pour d'autres bois africains comme l'acajou ou l'edinam.

Le marché s'est montré plus dynamique pour des essences telles l'okoumé, que les exportateurs tarifient en euros, une devise faible face au dollar. La demande et les ventes d'espèces africaines autres comme les acajous se sont améliorées pour les mêmes raisons. L'intérêt du marché pour des bois comme le kiaat (un arbre protégé en Afrique du Sud), le teck et le palissandre ne faiblit pas.

Renforcement aux États-Unis, les importateurs se préparent à la résistance des utilisateurs finaux à une hausse des prix

Dans l'ensemble, le marché des bois de feuillus américains demeure stable, malgré le raffermissement du dollar américain. Les prix des bois de feuillus américains semblent remonter la pente après avoir touché le fond et les importateurs attendent anxieusement de voir la réaction du marché à la hausse de leur prix.

Tendances du marché des panneaux

Les marchés des panneaux sud-africains restent fermes, à l'exception des panneaux de coffrage à béton. Un producteur local, *York*, élargit sa capacité de production et importe activement des panneaux de coffrage pendant la période d'expansion de son usine. Toutefois, la demande n'est pas aussi robuste que prévu en raison des délais dans la signature des contrats d'infrastructure promis par les autorités.

Les marchés des MDF et panneaux de particules affichent une tendance baissière typique en cette saison, qui a été exacerbée par la tarification très compétitive des panneaux importés du Brésil et de l'Europe.

Le marché des panneaux minces pour les panneaux durs et les HDF s'est raffermi, essentiellement suite aux problèmes de production chez *Masonite*, de sorte que les vendeurs ont réussi à faire passer quelques hausses de prix.

Le calme sur le marché des platelages

À l'heure actuelle, le marché intérieur des platelages se relâche. L'Afrique du Sud traverse une période de terrible sécheresse qui a obligé à reporter des travaux de maintenance, tandis que l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration repousse également les rénovations en raison des faibles arrivées de touristes qu'entraîne la réglementation sur les visas. Malgré son assouplissement, la saison d'été est probablement déjà trop avancée sachant que nombreux sont les touristes qui ont déjà réservé ailleurs.

Tour d'horizon de l'économie sud-africaine

Durant les 24 derniers mois, l'économie sud-africaine a fait face à une conjoncture adverse qui a eu des incidences substantielles sur la demande en produits manufacturés et l'investissement en capitaux particulièrement. Comme preuve, le plus récent Indice des directeurs d'achat (PMI) Barclays de l'Office de recherche économique (BER) a chuté à 48,1 en octobre, comparé à une valeur révisée de 49,9 en septembre. Il s'agit du troisième chiffre consécutif sous la barre des 50.

En fait, le PMI s'est situé en moyenne à 49,7 jusqu'à présent cette année, ce qui indique que l'industrie manufacturière s'est contractée durant cette période. Si les problèmes d'alimentation en électricité expliquent la faible performance de la première moitié de l'année, la faiblesse de la demande – dans le pays comme à l'étranger – explique pourquoi le secteur manufacturier n'a pas été en mesure de regagner de la vigueur ces derniers mois, alors même que la situation de l'électricité s'est améliorée depuis août. Côté perspectives, les analystes s'attendent à ce que la demande demeure limitée jusqu'en 2016, alors que la transition de l'économie chinoise va se poursuivre.

Les dépenses d'infrastructures municipales vont croître malgré les temps durs pour l'économie

Le Ministre des finances, M. Nhlanhla Nene, a délivré sa Déclaration de politique budgétaire à moyen terme (MTBPS) au Parlement le 21 octobre dernier. La pression exercée sur l'ensemble de l'économie a mis les finances en situation difficile. En fait, entre février, lorsque le budget 2015-2016 a été préparé, et maintenant, le Trésor national a révisé les prévisions de croissance de son PIB réel pour la période 2015-2017, en l'abaissant de 0,6 point de pourcentage en moyenne, la plus importante révision baissière apportée à 2016 (2,6% à 1,7%).

Ces problèmes ont été exacerbés par les augmentations substantielles des salaires dans le secteur public qui avaient été accordées cette année. Malgré celles-ci, M. Nene a réaffirmé son engagement pour l'assainissement budgétaire dans sa MTBPS, déclarant qu'aucune ressource ne sera ajoutée au plafond de dépenses au cours des deux années à venir.

Cela signifie que les fonds ont fait l'objet d'une redistribution, y compris les dépenses d'investissement. Le document des dépenses publiques assainies propose que les dépenses d'établissement humain et d'infrastructures municipales augmentent de 7,6% par an durant les périodes 2015-2016 à 2018-2019. Dans l'ensemble, le budget à moyen terme verra une somme de 542 milliards de rands alloués à des projets, dont des infrastructures routières, de transport public, de logement, d'eau, d'éducation et de santé.

Les principales catégories de dépenses sont les routes et le transport public (130 milliards R), le logement public (60 milliards R) et les infrastructures en eau (55 milliards R). Le Trésor national a également souligné que, outre les dépenses ci-dessus, les programmes d'aménagement par les grandes entreprises d'État excèdent 400 milliards R au cours des trois prochaines années.

Saine expansion de la construction dans le secteur privé

Dans le secteur privé de la construction, les données de Statistiques Afrique du Sud (*StatsSA*) montrent que la valeur réelle des plans de construction enregistrés qu'ont adoptés les grandes municipalités a augmenté de 5% en année glissante entre janvier et août de cette année. La construction résidentielle (qui constituent près de la moitié du total des dépenses) affiche une augmentation de 7,1% en année glissante durant cette période, alors que les dépenses du secteur privé dans la construction hors résidentiel et les extensions et réparations ont augmenté de 2,1% et 4,3% respectivement en année glissante.

En revanche, la valeur réelle de la construction déclarée achevée par les grandes municipalités était de 2,9% plus élevée en année glissante durant les huit premiers mois de l'année, lorsqu'une augmentation de 12,7% en année glissante dans la catégorie du résidentiel a compensé une chute de 12,1% en année glissante dans le secteur hors résidentiel.

Pour replacer la situation dans une perspective de plus long terme, la valeur réelle des plans de construction adoptés par le secteur privé sud-africain a progressé de 18,7% en moyenne par an durant la période 2002-2007 grâce au supercycle des produits de base. Elle a été suivie de quatre années de contraction annuelle, lorsque la crise financière mondiale a frappé. Dès lors, la reprise balbutiante du secteur de la construction s'est trouvée sous pression dans un contexte général de croissance du PIB en ralentissement.

Nigéria

L'industrie de la construction sous pression

Au Nigéria, l'industrie de la construction constitue l'un des principaux facteurs de la croissance économique. Toutefois, l'industrie se trouve récemment sous pression et, au second trimestre, la croissance réelle à valeur ajoutée a ralenti à tout juste 6,4% en année glissante, en baisse comparée à 11,2% en année glissante au premier trimestre.

Ce ralentissement est imputé à plusieurs facteurs, dont l'un est lié aux dépenses budgétaires nettement en recul. Au Nigéria, les problèmes d'alimentation en électricité qui persistent continuent aussi d'entraver la croissance dans l'industrie de la construction.

Le 10 novembre, le président de l'Union nationale des travailleurs du génie civil, de la construction, de l'ameublement et du bois a confirmé que la filière avait déjà perdu environ 70 000 emplois du fait «qu'il n'y avait pas de grands projets d'équipement dans le pays. »

Malheureusement, compte tenu des prix du pétrole brut qui sont projetés rester proches de leur point bas actuel l'année prochaine, il y a peu de marge d'amélioration à court terme. Un autre facteur susceptible de contribuer à une chute de l'activité dans l'industrie de la construction est lié au soutien indéfectible de la Banque centrale à la stabilité du naira.

Afin de protéger la monnaie locale et le niveau des réserves de devises étrangères d'Abudja contre les effets néfastes du choc des prix du pétrole brut, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a resserré les liquidités du forex de manière significative et introduit diverses restrictions sur le change et des contrôles sur les flux de capitaux, ce qui a un effet contraire sur l'environnement des affaires alors que les négociants se battent pour obtenir des devises étrangères pour importer des matériaux et produits.

Tour d'horizon de l'économie

L'Indice des directeurs d'achat (PMI) pour le secteur manufacturier a augmenté à 51,9 en octobre, en hausse comparé à sa valeur de 50,1 un mois auparavant. Alors que la plupart des industries figurant dans l'indice général reflétaient une activité accrue en octobre, l'industrie de la construction a continué d'afficher une faible performance.

Pour être plus précis, le PMI de la construction s'élevait à 40,6 en octobre, et bien que cela représente une légère amélioration par rapport au chiffre de 37,5 en septembre, la construction continue d'enregistrer son PMI le plus faible au sein de toutes les industries non manufacturières. En outre, le fait que le PMI de la construction demeure en deçà de la barre des 50 indique que l'industrie reste bien en territoire de contraction.

Concernant les sous-indices liés à la construction, l'activité commerciale a augmenté d'un point à 40,6 en octobre, alors que les nouvelles commandes ont bondi de 9,9 points, suite au chiffre particulièrement décevant de 29,2 en septembre. Les sous-indices de l'emploi et des inventaires ont reflété de légères améliorations en octobre. Quoiqu'il en soit, lorsque l'on prend tous les aspects susmentionnés en considération, il est clair que l'industrie de la construction reste soumise à une immense pression.

Les dépenses d'investissement public – le trésor public est fortement tributaire du pétrole brut, sachant que ce produit de base représente en général 70% environ des recettes fiscales. En conséquence, Abuja

a été obligée de réviser son budget pour l'exercice, suite à la chute marquée des prix du pétrole brut dans le monde. Les fonds alloués aux dépenses d'investissement public ont été divisés par plus de la moitié dans le budget de l'exercice 2015.

Les chiffres de la Banque centrale indiquent que les dépenses budgétaires ont reculé à chaque trimestre depuis le troisième trimestre de 2014. Elles se sont chiffrées à seulement 118 milliards de nairas durant la première moitié de 2015, soit 53,6% de moins en année glissante comparé à la valeur enregistrée une année auparavant. Les dépenses publiques dans les projets d'infrastructure représentent souvent un facteur clé pour des industries comme la construction et le secteur manufacturier. En l'état, le recul prononcé des dépenses budgétaires ne présage donc rien de bon pour ces industries.

Algérie

Le projet du gouvernement de réduire les subventions énergétiques va augmenter les coûts du logement

Les perspectives du secteur de la construction sont mitigées, avec un risque baissier significatif. Côté positif, le gouvernement a adopté une rallonge budgétaire en juillet dans laquelle il a réduit les taux d'imposition sur les entreprises manufacturières de 23% à 19%, ainsi que le taux de la taxe sur les activités professionnelles (TAP) pour les industriels de la fabrication de 2% à 1%.

En outre, le gouvernement a maintenu inchangé le taux d'imposition sur les entreprises de construction à 23%, mais a abaissé leur TAP de 2% à 1,5%. Côté négatif toutefois, le gouvernement va couper les dépenses d'équipement de manière significative, ce qui aura un effet marqué sur le secteur de la construction. Plus particulièrement, en octobre, le gouvernement a annoncé qu'il prévoyait de diminuer les dépenses de l'exercice de 8,8% à 7,98 trillions de dinars en 2016, essentiellement par une coupe de 16% dans les dépenses d'investissement.

Cela n'est guère surprenant, sachant que le gouvernement devra notablement réduire ses dépenses d'investissement en réponse aux recettes pétrolières en baisse. Nous projetons que les dépenses d'investissement en pourcentage du PIB vont continuer de reculer sur le long terme, sachant qu'elles devraient chuter à 9% du PIB d'ici à 2023, en baisse, alors qu'elles s'élevaient à 15,8% du PIB en moyenne au cours des huit années passées.

Autre possible sujet d'inquiétude, la possibilité que les prix intérieurs de l'énergie puissent augmenter. À cet égard, l'Unité du renseignement de *The Economist* (EIU) a écrit en octobre que le Gouvernement algérien prévoyait de couper ses subventions des entreprises industrielles et autres gros consommateurs pour l'électricité, le gaz, le pétrole et le gazole.

Bien que ces mesures auraient dû être prises plus tôt, cela pourrait avoir des répercussions significatives à court terme sur l'investissement industriel, alors que les prix bas du carburant font partie des quelques avantages concurrentiels de l'Algérie. Les autorités n'ont pas non plus fourni de détails sur les coupes proposées dans les subventions, mais lorsque l'on sait avec quelle lenteur les réformes tendent à être mises en œuvre en Algérie, il pourrait encore falloir beaucoup de temps avant que ces coupes soient effectivement appliquées.

Un objectif plus immédiat a été d'accroître le taux de la taxe sur les carburants. Plus spécifiquement, l'Algérie Presse Service (APS) a rapporté que le taux de la taxe à valeur ajoutée (TVA) a été augmenté de 7% à 17% sur le carburant, le gaz naturel (pour les niveaux de consommation excédant 2 500 unités

thermiques britanniques [BTU] par trimestre) et l'électricité (pour la consommation excédant 250 kilowatts-heures par trimestre).

Malgré ces risques potentiels, les analystes anticipent que le gouvernement continuera d'encourager les entreprises à investir dans les industries de l'acier et du ciment dans le cadre de leurs projets destinés à réduire la facture des importations. Signe potentiel de cela, l'APS a communiqué que le gouvernement prévoit d'offrir des incitations à l'investissement en facilitant l'accès au financement, de simplifier les procédures d'imposition, et d'instaurer des procédures fiscales et douanières préférentielles pour le secteur industriel.

Toutefois, il n'est pas certain que la demande intérieure soit suffisante pour absorber l'offre accrue en matériaux de construction qui est prévue si le gouvernement (qui joue un grand rôle dans l'ensemble de l'investissement dans l'économie) est contraint de réduire ses dépenses d'investissement.